



Le groupe “Non au Pacte d’Excellence” s’est créé le soir du 23 janvier 2017 en réaction à la lecture des notes prises et diffusées par une enseignante lors d’une réunion tenue dans une école et à laquelle des délégués CGSP étaient venus répondre aux questions¹. Il était devenu évident qu’il fallait agir concrètement et rapidement. En effet, le Pacte pour un Enseignement d’Excellence entre dans sa phase de consultation de la base. C’est dans le cadre de cette consultation que les syndicats ont présenté à leurs affiliés les mesures prévues par le pacte et ont appelé ensuite leurs membres à se prononcer par un vote pour ou contre.

Voici donc quelques éléments de réflexion qui sont le point de départ d’une action militante, citoyenne, indépendante (des syndicats et des partis) et déterminée. Nous vous invitons à en prendre connaissance pour vous situer et évaluer leur correspondance avec vos valeurs, vos aspirations, vos demandes, votre soif d’action et d’expression. Bienvenue.

La nature de ce groupe lui donne une direction possible pour sa réflexion et son organisation. Il est en effet constitué d’enseignants, de parents, de retraités et d’étudiants. Axer l’argumentation de ce groupe et son action en ne tenant compte que d’une partie de ses composantes serait contre-productif. En effet, mettre en avant les menaces sur les conditions de travail des enseignants par exemple, nous expose à la réponse traditionnelle, rapide et destructrice: “ les enseignants comme des réactionnaires, fainéants, amoureux de leurs horaires tranquilles à 20h/semaine et de leurs congés”. Du coup, les préoccupations des parents et des étudiants et de tous les autres sur les enjeux de l’école et de son rôle dans la société ne seraient pas exposées et passeraient à l’égout, noyées dans l’eau du bain du bébé qu’on jette. Voilà pourquoi nous proposons de mettre en avant ce qui nous réunit tous. Au delà des particularismes de ses composantes, ce qui nous réunit c’est d’être des citoyens. A ce titre, nous attendons une école citoyenne. Une école citoyenne qui serait, d’après les échanges sur le mur du groupe, d’abord et avant tout émancipatrice et pluraliste.

Avant de continuer sur la question de l’école citoyenne, une précision sur la solidité et la cohésion nécessaire du groupe. En effet, la démarche que nous entamons s’inscrit sur le moyen et le long terme. Notre souci premier est donc de fédérer les membres. Pour cela, il est nécessaire de passer outre nos différents statuts pour éviter le piège tendu de la division. Il suffit de se rendre sur une plate-forme enseignante d’échange de préparations bien connue, ou sur tous les forums et lieux de discussion pour constater que ces débats sont souvent polarisés par les différents statuts des intervenants. Voilà, résumés ici, de manière caricaturale les principaux préjugés: les fonctionnaires qui seraient planqués contre

¹ publié sur internet par Aude d’Ambrosio, reproduit avec son autorisation.



les employés courageux qui résisteraient au stress de l'emploi dans le privé et vice versa, les indépendants qui seraient les seuls à vraiment connaître la valeur de l'entreprise et de l'effort et les professions libérales qui etc etc. vous avez compris. Rester coincé dans ces travers est la première erreur à éviter.

Revenons à présent sur l'enjeu d'une école qui se voudrait citoyenne. Cette déclaration est au conditionnel, elle doit être affirmée ou infirmée après que vous ayez donné votre avis. Précisons brièvement ces deux concepts. Émancipatrice: c'est ce qu'on appelle souvent 'l'ascenseur social'. Pluraliste: l'école présente un éventail de possibilités le plus large possible pour préserver la possibilité de choisir ce que chaque enfant va défendre comme valeurs, la direction qu'il veut donner à sa vie. Voilà ce qui semble nous réunir. Or, le Pacte pour un Enseignement d'Excellence ne nous rassure pas, dans sa forme et son fond sur cette exigence que nous avons tous.

Sur la forme, la mise en oeuvre du Pacte pose un réel problème de démocratie parce que le pluralisme est absent de la démarche dès le début. L'intervention de MCKinsey² au tout début du Pacte, oriente toute la méthodologie et le contenu des travaux dans une perspective économique de rationalisation. Dans le fond, cette empreinte se retrouve quasiment à chaque page de l'avis n°3 du groupe central. Par ailleurs, le fond est aussi problématique à cause de la présence de concepts mal définis, de doutes sur les capacités à financer les mesures proposées. (Nous proposons ci-dessous la création de groupes de travail pour lister les éléments présents dans le Pacte qui posent problème).

Attention, nous ne rejetons pas d'emblée la réflexion sur une meilleure utilisation des ressources et moyens de l'enseignement dans notre société. Personne ne nie que des changements profonds soient nécessaires. C'est en cela que ce groupe ne s'oppose pas au changement mais bien au Pacte d'Excellence qui, en l'état, est un chèque en blanc sur l'avenir de nos enfants. La question d'un changement de nom de notre groupe pour une meilleure communication devrait peut être s'envisager.

Nous soutenons la thèse que la vision économique biaise la réflexion sur l'enseignement depuis le début des travaux du Pacte. (Voire depuis la fin des année 80, nous y reviendrons). Des journalistes ont montré ces faits lors de nombreux articles et dans cette vidéo que nous mettons en lien ici, publiée par ARTE, dans l'émission VOX POP³. On apprend dans cette vidéo que MCKinsey propose une ébauche de pacte le 31 juillet 2014, alors que la Déclaration de Politique Communautaire (DPC) a été publiée le 23 juillet 2014⁴. On pourrait presque se poser la question de la poule ou de l'oeuf.... . Cette imposition du souci

² <http://www.pactedexcellence.be/wp-content/uploads/2015/01/Rapport-final-FWB.pdf>

³ https://www.youtube.com/watch?v=_9T1Hvmk-hA&feature=youtu.be

⁴ <http://gouvernement.cfwb.be/d-claration-de-politique-communautaire-2014-2019-f-d-rer-pour-r-ussir>



économique comme priorité dans la réflexion et donc, si le texte passait en l'état, dans la pratique quotidienne et le fonctionnement des écoles pose un problème démocratique et ce, à deux niveaux. Premièrement, l'angle économique n'a pas fait l'objet d'un choix. Il a été imposé à tous dès le départ. Or, il y a d'autres angles possibles pour sous-tendre une refonte de l'enseignement: pédagogique, humain, social,... Deuxièmement, après que ce choix déterminant ait été posé sans discussion démocratique, le gouvernement présente le Pacte comme un grand élan démocratique de consultation, mais le biais posé par l'angle économique, réduit le champ des possibles dans la réponse de cette consultation.

Nous pensons que l'école devrait préparer les enfants à aborder l'économie avec une vision pluraliste plutôt que d'en devenir le lieu de ses manifestations. Le Pacte d'Excellence nous semble confondre la politique scolaire et les contenus scolaires. Là est bien tout l'enjeu de société autour du Pacte. Voilà ce qui nous réunit nous semble-t-il.

Alors se pose maintenant la question fondamentale: Et concrètement ?

Voici une série non exhaustive, modifiable et critiquable de propositions:

- Organiser un appel à candidats pour entrer dans des groupes de travail pour que l'ensemble du groupe bénéficie des qualités particulières de ses membres. Quelques propositions de thèmes:
 - Établir un lien entre les différentes publications qui montrent à l'évidence que la marchandisation de l'école est bien plus ancienne que le Pacte, qu'elle remonte aux années 80. Mettre au jour, à destination du plus grand nombre, l'influence de l'OCDE (avec notamment les études PISA), de l'ERT⁵, de la Commission Européenne sur les réformes qui se sont enchaînées et qui aboutissent au Pacte. Repérer dans le texte de l'avis n°3, les formulations, termes, thèmes qui prouvent ces liens.
 - Établir une synthèse des questions que se posent les parents.
 - Etablir une synthèse des questions que se posent les étudiants.
 - Regrouper les menaces pour les conditions de travail des enseignants.
 - Synthétiser les progrès contenus dans l'avis n°3
 - Formuler des critiques sur les aspects pédagogiques présentées dans le pacte. (en montrant notamment que les compétences introduites dans les années 90 répondent à une attente du secteur de l'entreprise, bien plus que du monde pédagogique)⁶

⁵ European Round Table, <http://www.ert.eu/>

⁶ <http://www.cgsp-enseignement.be/component/phocadownload/category/21-cr>, carton rouge n°47



-
- Lister des contre-propositions, axe par axe, au contenu du texte de l'avis n°3.
 - Déterminer la nécessité ou non d'une structure pour le groupe et, le cas échéant, laquelle: ASBL? Association de faits? Un conseil d'administrateurs élus? Un ou des portes paroles élus? Une simple page d'échanges? ...
 - Définir des objectifs concrets : demander le retrait total, partiel du texte du Pacte? Faire du lobbying auprès des partis? Des syndicats? Agir dans le processus de consultation à venir en donnant des mots d'ordre?
 - Quelles actions sont-elles possibles?
 - Arrêter de donner cours tous ensemble une ou plusieurs heures par jour?
 - Pousser les syndicats à lancer des grèves?
 - Des manifestations citoyennes de type 'marche blanche' les dimanches?
 - Se préparer à introduire des recours contre le texte qui serait voté et ne nous conviendrait pas du tout?
 - ... ?

Quelle que soit l'orientation prise par ce groupe, nous souhaitons donner une réponse adéquate, pluraliste, participative, argumentée, réfléchie aux attentes de ses membres. Mettons-nous au travail, tous. Montrons que nous sommes capables de nous rejoindre sur un commun dénominateur citoyen au delà de tout ce qui peut nous diviser (statuts, réseaux, confessions, vues politiques,...) et de prolonger cet accord avec des actions menées intelligemment au bénéfice de nos enfants.
